



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNIVAR

10 A 19 RUE DENIS PAPIN
ZI DE MITRY COMPANS
77290 Mitry-Mory

Références : E/26-0780
Code AIOT : 0006501747

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2026 dans l'établissement UNIVAR implanté 10 A 19 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 24 avril 2026 a eu lieu de manière réactive suite à un accident signalé la veille. En effet, le 23 avril 2026, l'Inspection des installations classées pour l'environnement a été informée vers 16 heures par la mairie de Mitry Mory d'un accident survenu dans l'établissement UNIVAR et lié à une odeur de javel dans la zone industrielle de Mitry-Compans. Des personnes des établissements voisins ont également subi des gênes respiratoires.

Le déroulé de l'accident est décrit ci-dessous :

L'exploitant a réalisé le matin une opération de neutralisation de ses rejets. Cette opération consiste à injecter un acide si les rejets sont basiques ou une base si les rejets sont acides.

Dans le cas présent, l'exploitant réalisait une injection d'acide. Cette opération, débutée à 13 heures, est censée être automatisée mais du fait d'une panne de l'automate depuis le début de

l'année, elle est réalisée de manière manuelle. De ce fait un opérateur procède à l'injection et à l'arrêt de celle-ci. Lors de cet événement, l'opérateur pensait avoir arrêté l'injection qui devait durer une minute mais celle-ci est restée en fonctionnement beaucoup plus longtemps que prévu (plus d'une heure) rendant acide les effluents de rejet de la cuve n°14. Cette acidification (pH < 1 en fin d'injection) s'est accompagnée d'une réaction formant un nuage de chlore ayant une forte odeur de javel.

L'exploitant a commencé entre 14h et 15h à chercher la cause de cette odeur sans trouver immédiatement l'origine.

Dans le même temps, les entreprises voisines ont été alertées par des « picotement des yeux et trouble respiratoire, une odeur extérieure inhabituelle et significative et persistante ainsi que des alertes de détection de chlore » et ont prévenu les pompiers.

Vers 15h, les pompiers arrivent sur le site UNIVAR.

Vers 15h12, l'exploitant lance son POI puis lance un confinement de son personnel. L'origine de la station de traitement est confirmée à 15h15.

Vers 15h30, l'exploitant prévient une partie des sites voisins mais en a omis certains qui déplorent la communication avec le site d'UNIVAR.

Vers 16h, la DRIEAT a pris contact avec l'exploitant. L'exploitant déclare avoir tenté d'appeler la DRIEAT sans succès. Aucun appel n'a été reçu du côté de l'Inspection des installations classées pour l'environnement.

Vers 17h55, une société prestataire réalise des mesures atmosphériques en 4 points de mesure.

A 18h20 l'exploitant lève son confinement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNIVAR
- 10 A 19 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501747
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement UNIVAR installé sur la commune de Mitry-Mory est un distributeur de produits chimiques sous forme liquide et solide. Il procède à la réception de produits chimiques en vrac, à leur conditionnement dans des contenants plus petits, ainsi qu'à du stockage. Dans certains cas, il est procédé à une dilution du produit.

Cet établissement a été initialement autorisé pour ces activités par les arrêtés préfectoraux du 18 mai 1999 et du 12 novembre 2008. À ce jour, les activités de l'établissement UNIVAR situé à Mitry-Mory sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Air

- Odeur
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect de l'étude de danger	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 1.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	5 semaines
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 2.1.2	Mesures d'urgence	-
3	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 2.4.1	Demande d'action corrective	3 jours
4	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.7.6	Demande d'action corrective	1 mois
5	Évacuation des effluents des cuves de neutralisation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 4.3.9 & 4.3.12.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 jours
6	Prévention du risque de dégagement gazeux	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Consignes d'exploitation en mode dégradé	Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.3.1.1	Mesures d'urgence	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté les conditions d'exploitation définies dans son étude de danger. En raison d'une panne d'un automatisme, il a réalisé des neutralisations de ses rejets d'effluents de manière manuelle sans aucune mesure compensatoire. Aucune procédure n'a été réalisée non plus ni de document de traçabilité.

De ce fait, un opérateur a oublié de couper l'injection d'acide ce qui a conduit à une réaction chimique formant un nuage de chlore qui est sorti du site. Ce nuage est à l'origine du forte odeur de javel dans la zone et de gênes respiratoires.

La communication avec les entreprises extérieures et l'administration a également été défailante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'étude de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'étude de danger
Prescription contrôlée :

<p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de danger du site prévoit que l'installation de traitement des eaux a un fonctionnement automatisé. En fonctionnement normal, l'injection de substance inertante (HCl pour les solutions basique et NaOH pour les solutions acides) est pilotée par un automate.</p> <p>Depuis la reprise de son activité en début d'année et jusqu'au jour de l'accident, l'exploitant subissait la perte de cet automate et ajustait la régulation en démarrant ou éteignant manuellement les pompes d'injection.</p> <p>Un oubli de l'arrêt de l'injection est à l'origine du déversement d'une grande quantité d'acide dans la cuve 14 de l'installation de traitement contenant les effluents à traiter dont le pH était basique. La grande quantité d'acide et la diminution importante du pH du mélange a conduit à une réaction et un dégagement de chlore sous forme de vapeur qui s'est échappé par les événements de la cuve.</p> <p>Ce fonctionnement en mode manuel n'est cependant pas prévu dans l'étude de danger et aucune mesure de protection n'est prévue pour ce mode de fonctionnement.</p> <p>Suite : L'exploitant ne respecte pas les conditions d'exploitation décrites dans son étude de danger.</p> <p>Il devra également se prononcer suite au retour d'expérience sur la nécessité d'ajouter le scénario à son étude de danger.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 semaines</p>

N° 2 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être. L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant n'a pas rédigé de procédure permettant en toutes circonstances le respect des dispositions d'exploitation lors du dysfonctionnement de l'automatisme de la station de traitement des rejets.</p> <p>L'injection de produit inertant se faisait de manière manuelle en essayant de respecter une logique d'injection répétées d'une minute jusqu'à stabilisation de l'effluent.</p> <p>L'exploitant n'établit pas les consignes d'exploitation nécessaires pour permettre en toutes circonstances le respect des dispositions de son arrêté préfectoral en particulier dans le cadre du dysfonctionnement de son automatisme.</p> <p>Suite : Dans l'attente de la remise en place d'un automatisme et avant toute opération de neutralisation, il devra transmettre à l'Inspection une procédure ou un mode opératoire décrivant les opérations à mettre en œuvre pour une exploitation sécurisée de son installation de traitement des rejets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesure d'urgence
Proposition de délais : -

N° 3 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir tenté d'appeler la préfecture et les services de l'Inspection des installations classées lors de l'accident du 23 avril 2026.</p> <p>Cependant les 2 services n'ont pas reçu d'appel. La notification de l'accident pour l'Inspection a été réalisée par les services de la mairie et par une exploitation voisine.</p> <p>L'exploitant n'a pas utilisé les contacts de son plan d'opération interne (POI).</p> <p>En outre, les contacts indiqués dans la fiche d'astreinte qu'il a utilisé n'étaient pas mis à jour.</p> <p>Suite : L'exploitant n'a pas déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées l'accident du 23 avril 2026 survenu du fait du fonctionnement de son installation. Il devra mettre à jour ses contacts et s'assurer de l'information de l'Inspection des installations classées lors d'événement incidentels ou accidentels.</p>

Suite : L'exploitant transmettra un rapport d'accident du 23/04/26 sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 jours

N° 4 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.76
Thème(s) : Risques accidentels, Communication
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au préfet. Ce plan est également transmis à la Direction Départementale d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé. L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne (P.O.I.) comme vu précédemment comportait des erreurs dans les contacts identifiés de l'inspection des installations classées pour l'environnement. De plus les sites voisins n'ont pas tous été contactés par l'exploitant créant une situation angoissante pour ceux-ci. Leurs prises de contact via les numéros d'astreinte se sont soldées par des échecs.</p> <p>Suite : L'exploitant n'a pas respecté son POI et ni l'organisation prévue. En particulier il n'a pas respecté la nécessité de communiquer avec les installations alentour afin de leur permettre de protéger leur personnel. Il devra mettre en œuvre les solutions nécessaires pour améliorer la communication lors de POI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Évacuation des effluents des cuves de neutralisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 4.3.9 & 4.3.12.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.9 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</p>

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température : < 28°C
- pH : compris entre 6,5 et 9,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 20 mg Pt/l
- exempt de matières flottantes

Article 4.3.12.1 : Eaux industrielles (point de rejet n°3)

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Limite en flux (kg/j)
Débit maximum autorisé	140m ³ /j	18
MEST	600	
DBO ₅	800	24
DCO	2000	60
Azote global (N)	150	4,5
Phosphore total (P)	50	2
Métaux totaux(*)	15	0,5
Hydrocarbures totaux	5	0,2

(*) Les métaux totaux correspondent à la somme des métaux suivants : Hg, As, Cd, Cr, Ni, Pb, Cu, Zn.

Constats :

En séance, l'exploitant a affiché la capture d'écran des données de l'écran de contrôle de la station de neutralisation prises la veille (23/04/26) à 12h50 juste avant l'accident. Un indicateur affiche le volume des eaux vidangées (envoyées vers le point de rejet n°3). Cet indicateur affiche une valeur de 163765 litres . Un bouton « RAZ » permet de réinitialiser la valeur après chaque vidange, sinon les volumes se cumulent. L'exploitant indique que la valeur n'a pas été remise à zéro depuis le déclenchement du POI à 15h15, mais la coupure de courant lors du POI a remis les compteurs à zéro. Le volume de la cuve 14 est affiché à 7,76 m³ avec un pH de 12,99.

Il précise que la vanne de vidange des cuves et la vanne de rejet du point n°3 sont fermées depuis la veille.

Lors de la visite du site, l'Inspection a noté sur le tableau de contrôle de la station de neutralisation, que le pH des deux cuves de traitement 13 et 14, était bien compris entre 6,5 et 9,5. Le volume de la cuve 14 est de 10,81 m³ (7,76 m³ la veille) . L'exploitant a précisé que les 3 m³ étaient liés à l'ajout d'eaux pluviales (cuvon n°4) et de neutralisant pour remettre le pH à un niveau normal.

La sonde pH associée à la vanne permettant la vidange des cuves vers la vanne du point de rejet affiche également un pH compris entre 6,5 et 9,5.

Cependant l'indicateur de vidange affiche une valeur de 12879 litres alors que la valeur a été remise à zéro suite à la coupure de courant lors du POI.

L'exploitant a indiqué avoir procédé à la neutralisation de ses eaux de traitement et a demandé la possibilité de rejeter ses eaux stockées dans les cuves de neutralisation n°13 et 14 vers le réseau des eaux usées (point de rejet n°3).

Suite :

L'exploitant justifiera la valeur de 12879 litres affichée sur son compteur de vidange alors qu'il a indiqué avoir stoppé tout rejet depuis le début de l'accident.

Suite :

L'exploitant doit procéder à la vérification du respect des paramètres des articles 4.3.9 et 4.3.12.1 de l'Arrêté Préfectoral du 15/07/2014 pour ses deux cuves de neutralisation avant de les rejeter au point de rejet n°3 en cas de conformité. Il transmettra les justificatifs à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 jours

N° 6 : Prévention du risque de dégagement gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 71

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

L'exploitant possède une fiche d'instruction liée à la gestion des effluents liquides. Cette procédure explique le fonctionnement de l'opération de neutralisation des effluents dans les cuves 13 et 14 qui comporte une partie manuelle (lancement du traitement) et automatique (injection automatique d'acide ou base selon le pH de la cuve via une pompe doseuse).

Depuis la remise en service du site, début 2026, l'automatisation de l'injection est inopérante.

L'exploitant a remplacé l'injection automatique par une injection manuelle par période de 1 minute via ses opérateurs. Cependant, l'exploitant n'a pas mis en œuvre de mesures compensatoires (consignes écrites, renforcement de personnel....) ni informé l'Inspection pour s'assurer du maintien en sécurité des opérations de neutralisation en mode dégradé.

L'exploitant ne dispose d'aucun équipement lui permettant de détecter tout dégagement de

chlore émanant du ciel de ses cuves.

Lors de l'accident, il n'a pris conscience du danger qu'à la suite de l'appel de l'entreprise voisine, dont les détecteurs de chlore ont émis une alerte et des odeurs fortes au niveau de la station des eaux pluviales.

L'exploitant n'a pas été en mesure de réagir rapidement lorsque le pH de la cuve de neutralisation n°14 est descendu en dessous de la valeur minimale de la plage autorisée par son arrêté préfectoral. En effet, le tableau de contrôle de la station de traitement ne dispose d'aucune alerte sonore en cas de valeur pH non conforme. L'exploitant a indiqué que pendant la phase de neutralisation, la valeur du pH était soumise à des variations allant d'un extrême à l'autre et qu'il était difficile de mettre un seuil d'alerte.

L'Inspection lui demande de réfléchir à un moyen d'alerte couplé à une temporisation susceptible de générer un dégagement toxique, qu'il estimera de la manière la plus judicieuse possible.

De manière générale, l'Inspection souhaite la prise en compte, par l'exploitant, du risque de dégagement gazeux des cuves de neutralisation dans la liste des risques associés à l'activité du site au travers de la mise à jour de l'étude de dangers à moyen terme.

Suite :

L'exploitant doit proposer (sous 1 mois), pour ses deux cuves de neutralisation, un moyen de détection permettant d'alerter en cas d'émission toxique liée à un dégagement gazeux des événements de ses cuves. Il procédera à sa mise en œuvre (sous 3 mois). Le cas échéant, il actualisera son étude de dangers.

Suite :

L'exploitant doit proposer (sous 1 mois), pour ses deux cuves de neutralisation, un moyen d'alerte en cas de pH non conforme à la plage autorisée par son arrêté d'exploitation et dont le maintien peut conduire à un risque de dégagement toxique. Il procédera à sa mise en œuvre (sous 3 mois). Le cas échéant, il actualisera son étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Consignes d'exploitation en mode dégradé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2014, article 7.3.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;

<ul style="list-style-type: none"> • les instructions de maintenance et de nettoyage.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant a modifié le mode d'exploitation de sa station de traitement sans mettre à jour sa fiche de consignes d'exploitation associées à ce mode de fonctionnement dégradé.</p> <p>L'exploitant a indiqué des échanges en cours avec plusieurs prestataires pour remise en place d'un système d'injection automatisé. En attendant, il a prévu la mise en place d'un système d'automatisation temporaire au niveau de la pompe doseuse, qui devrait intervenir dès la semaine prochaine.</p> <p>L'absence de consignes a conduit à l'absence de vérification de l'arrêt de la pompe doseuse et au dégagement de chlore.</p> <p>Suite : Au vu de ce constat, l'Inspection propose des mesures d'urgence, en plus de la mise en demeure de respect des dispositions de l'étude des dangers du site :</p> <p>Avant toute nouvelle opération de neutralisation dans la station de traitement des eaux du site, la société UNIVAR est tenue de mettre en place les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • temporisation du fonctionnement de la pompe d'alimentation de l'acide chlorhydrique limité à 1 min ou une mesure organisationnelle permettant d'assurer un niveau de sécurité équivalent ; • formalisation d'un mode opératoire de l'opération de neutralisation en mode manuel ; • traçabilité des opérations de neutralisation sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ; • formation des opérateurs de la station de traitement des eaux industrielles au mode opératoire mis en place. <p>Les justificatifs correspondants devront être transmis à l'inspection des installations classées avant la remise en service de ces équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : -</p>